

BUREAU VERTAS CONSTRUCTION

Bureau de Saint Brieuc :
16, quai Armez
Carré Rosengart
22000 SAINT BRIEUC

Tél :
Mél : yannick.pignol@bureauveritas.com

N° affaire : 29284881/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

**Opération : 22 - COATASCORN - DESAMIANPAGE,
CURAGE ET DECONSTRUCTION DE PLUSIEURS
BATIMENT**

6 impasse de Koad Ar Bihan

Destinataire :

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE
Clément BENAIS
14, Avenue Henri Fréville
35200 RENNES


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 3



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
21/11/2025	Rev0	VERSION INITIALE	Yannick PIGNOL 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Inspections Communes	8
2.2. PPSPS	8
2.2.1. Pénalités	8
2.3. Sous-traitance	9
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.3.2. Transmission du PGC	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant	9
2.4. Intérimaires	10
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.6. Travailleurs indépendants	10
2.7. Protections individuelles	10
2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	15
3.2.4. Signalisation	15
3.2.5. Stationnements	15
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	16
3.2.8. Cantonnements et entretien	17
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier	19
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	19
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
4.1. Définition des risques particuliers	21
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	26
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	26
4.3.2. Déplacement de protection collective	27
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	27
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	28
4.4. Equipement de levage	28
4.4.1. Autorisation de survol	28
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	28
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	28
4.5.1. Approvisionnements et stockage	28

4.5.2. Travaux superposés	28
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	28
4.5.4. Protection contre le bruit	29
4.5.5. Protection contre l'incendie	29
4.5.6. Travaux en hauteur	29
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	29
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	30
4.6. Moyens communs	30
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	30
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	30
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	30
4.6.4. Protection des accès – Auvents	30
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	30
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	32
5.1. Stockages sur le chantier	32
5.2. Nettoyage	32
5.3. Enlèvement des déchets	32
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	33
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	34
6.1. Déclarations particulières	34
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	35
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	35
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	35
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	35
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	35
6.7. Locaux témoins	35
7. ORGANISATION DES SECOURS	36
7.1. Téléphone de secours	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	36
7.3. Travail isolé	36
7.4. Procédure d'organisation des secours	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	36
7.6. Point de rencontre secours	36
7.7. Modèle de fiche de secours	37
ANNEXES AU P.G.C.	38

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des Principes Généraux de Prévention

Documents reçu 13/11/2025 par le Maître d'Ouvrage

- Sans avoir été associé à la phase d'élaboration et de conception du projet
(Cf. Article R4532-4 et suivants du Code du Travail).

Le présent PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises :

- Par une actualisation du présent document lorsqu'il s'agit de modifications importantes,
- Par les observations ou notifications faites dans le registre journal de la coordination au fur et à mesure de l'avancement des travaux lorsque les adaptations sont mineures.

Modalités d'accès au chantier :

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- **OBTENIR** préalablement l'AGREMENT de la maîtrise d'ouvrage (démarche de l'entreprise titulaire pour son sous-traitant envisagé). Aucune inspection commune ne peut être menée avec une entreprise qui n'est pas agréée. Le délai légal est de faite la demande 21 jours avant intervention. Dans le PGC, nous demandons 4 semaines afin d'obtenir une semaine supplémentaire pour organiser le rendez-vous.

- **OBLIGATION** de participer à l'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire organise le rendez-vous en convenant de celui-ci avec le coordonnateur 10 jours minimum avant la date de démarrage souhaitée. Les rendez-vous doivent être groupés (par séquence) en priorité lors des réunions de chantier. Les demandes isolées de sous-traitants ne sont pas recevables.

- **REMISE** au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au PGCSPS dans un délai minimal de 5 jours ouvrés avant la date d'intervention planifiée. **PPSPS PAR COURRIEL UNIQUEMENT.**

Nous vous rappelons qu'aucune entreprise ne pourra débiter ses travaux avant d'avoir réalisé une inspection commune et transmis son PPSPS. **Un PPSPS transmis au SPS ne suffit pas**

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de déconstruction, de curage et de démolition de plusieurs bâtiments sur la commune de COATASCORN (22),

Cette opération comprend :

- Une phase de préparation du chantier pour la réalisation des études et des démarches administratives nécessaires à la réalisation du chantier ;
- Une phase de sécurisation du site avec la mise en place des éléments de protection nécessaires à la réalisation des travaux (clôture de chantier, sécurisation des zones à risques de chutes : par exemple : trémie ouverte, absence de garde-corps...) ;
- Une phase de curage préalable et d'évacuation de déchets polluants ;
- Une phase de désamiantage ;
- Une phase de déconstruction intérieure ;
- Une phase de démolition lourde et d'évacuation des matériaux ;
- Une phase de remise en état de la plateforme et des mitoyens ;

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appels d'offres

Mode de passation des marchés : Entreprise générale

Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 14 novembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Le marché est composé d'un lot unique,

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Le présent article renvoie au registre journal où les éléments sus définis sont tenus à jour.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE	14, Avenue Henri Fréville 35200 RENNES	06 08 40 90 09 clement.benais@epfbretagne.fr	Clément BENAIS
Maîtrise d'œuvre	AD INGE – EGIS GROUP	Agence de Rennes 103 avenue Henri Fréville 35200 RENNES	06 58 26 75 13 guillaume.razavet@egis-group.com	Guillaume RAZAVET
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (BVC)	Bureau de Saint Brieuc : 16, quai Armez Carré Rosengart 22000 SAINT BRIEUC	06 79 54 03 09 yannick.pignol@bureauveritas.com	Yannick PIGNOL
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL (Côtes d'Armor)	DDETS 22 1 boulevard Edouard Prigent -CS2248- 22022 SAINT-BRIEUC Cedex1	ddets-uc2-2@cotes-darmor.gouv.fr	BUREAU
CARSAT	CARSAT BRETAGNE (secteur Côtes-d'Armor)	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	06 76 93 05 67 vincent.hurdiel@carsat-bretagne.fr	Vincent HURDIEL
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18-20, rue Bahon Rault 35000 RENNES	06 12 66 86 09 sylvie.miquel@oppbtp.fr	Sylvie MIQUEL

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'ouvrage pour non remise de document.

L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandé, si cette dernière ne respecte pas les

règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé

Article L4744-6 du Code du Travail :

Le fait pour les travailleurs indépendants, ainsi que pour les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, de ne pas mettre en œuvre les obligations qui leur incombent, des dispositions législatives et réglementaires du chapitre V du titre III du livre V de la présente partie, est puni d'une amende de 4 500 euros.

Se conformer aux pièces écrites du marché

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en

inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Les rapports de repérage des matériaux et des produits contenant de l'amiante avant démolition est joint à la consultation

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE752_MAISON_A_DEML du 23/04/2025 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE752_MAISON_B_DEML du 03/09/2025 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_C_DEML du 17/09/2025 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE748_BATIMENT_D_DEML du 23/04/2025 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_E_DEML du 29/11/2024 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_F_DEML du 03/09/2025 établi par l'organisme AED Groupe.
- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_G_DEML du 03/09/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

Ces rapports font état de présence de matériaux et de produits contenant de l'amiante.

Rappel :

Chaque entreprise doit prendre connaissance des repérages amiante avant travaux.

L'entreprise a une obligation de résultat en termes de sécurité sur le chantier (analyse des risques exhaustifs à réaliser).

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ce repérage n'exclue pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir.

Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers.

L'entreprise Titulaire est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante :

Les interventions doivent se dérouler sans coactivité.

Les travaux de retrait des matériaux amiantés sont conditionnés par l'établissement d'un plan de retrait qui doit être transmis 30 jours avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention (IT, CARSAT & OPPBTP).

Le plan de retrait doit être effectué par une entreprise qualifiée.

Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.

Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation.

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Un rapport de repérage des matériaux et des produits contenant du plomb avant travaux est joint à la consultation

(Rapport N°2007082_p01 du 30/07/2020 établi par l'organisme PATUREL).

Document joint avec le PGC.

Le présent rapport fait état de matériaux et de produits contenant du Plomb.

Les rapports de repérage des matériaux et des produits contenant du plomb avant démolition est joint à la consultation

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE752_Maison_A_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE752_Maison_B_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_C_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE748_BATIMENT_D_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_E_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_F_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

- Rapport N°20241023_23-22041-1_PARCELLE1232_BATIMENT_G_DEML du 06/01/2025 établi par l'organisme AED Groupe.

Ces rapports font état de présence de matériaux et de produits contenant du plomb

Le diagnostic est un outil d'évaluation du risque qui doit permettre à l'employeur de supprimer tout risque d'exposition des travailleurs par la mise en place de techniques et moyens adaptés au traitement des revêtements contenant du plomb qui ont été identifiés.

L'entreprise Titulaire est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant du plomb.

La dépose des matériaux contenant du plomb doit être effectuée en tout début d'intervention et sans aucune coactivité. L'entreprise doit être spécialisée et doit respecter le Décret N°88-120 (et la fiche INRS ED 909) qui définit les mesures de prévention pour la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition au plomb

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

De manière générale, les entreprises doivent se conformer au code de la route.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail et ayant réalisé leur inspection avec transmission de son PPSPS.

Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP.

- Accès chantier :

L'accès au chantier se fait par la route de la mairie, puis dans l'impasse de Koad Ar Bihan

- Réseaux existants :

Avant tout commencement des travaux dans le bâtiment existant, **l'entreprise Titulaire** doit:

- **Electricité** : Vérifier que les réseaux électriques, alimentant les bâtiments sont bien hors exploitation et assurer, le cas échéant, leur mise hors exploitation

- **Gaz**: Vérifier que les réseaux de Gaz ont bien été inertés avant travaux et assurer, le cas échéant, leur mise hors exploitation et notamment leur ventilation

- **Telecom**: Vérifier que les réseaux Telecom, alimentant les bâtiments sont bien hors exploitation et assurer, le cas échéant, leur mise hors exploitation

- **AEP** : Identifier les différents branchements desservant voire transitant sur le site.

Définir quel(s) branchement(s) sont réutilisé(s) pour les besoins du chantier.

Faire déposer les compteurs et fermer au niveau de(s) bouche(s) à clefs les branchements inutilisés(s).

Faire déposer en fin de chantier le(s) compteur(s) de chantier.

- **Réseaux EU - EP**: Bouchonner les conduites

- **Fluides divers**: Vérifier que les divers réseaux ont bien été inertés et vidangés avant travaux et assurer, le cas échéant, leur mise hors exploitation et notamment leurs purges

Intervention par une personne habilitée et formée ou d'une entreprise spécialisée pour vérifier la déconnexion

- Réseaux provisoires :

Les différents branchements liés aux installations de chantier : doivent être réalisés avant le début des travaux, par **l'entreprise Titulaire** :

- Eau : Un branchement « eau potable » devra desservir la zone vie de chantier.

- Assainissement : Raccordement sur le réseau public, afin d'évacuer les eaux usées provenant du chantier.

- Électricité : Raccordement principal pour alimentation électrique à réaliser depuis le réseau existant.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Pendant la période de préparation, **l'entreprise Titulaire** installe une clôture pour délimiter les emprises du chantier et pour éviter toute intrusion du public ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, ...).

L'entreprise doit la fourniture et la pose de clôtures constituées d'éléments rigides, jointifs, de 2.00 ml de hauteur minimum, capable de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier, de types HERAS ou équivalent maintenues en pied sur plots béton, y compris des portails à deux vantaux et portillons muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...) ;

Les éléments sont solidarités par des colliers anti-vandalisme et munis d'un système anti-levage. Elles doivent être liées entre elles et au sol (dispositif de contreventement).

- **L'entreprise Titulaire** adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'œuvre en limites d'opération, afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier, elle réalise également une inspection quotidienne de la clôture, l'adapte, l'entretient et la maintient en bon état en permanence et en assure la fermeture quotidienne jusqu'à la réception de l'opération.

Cf. Article 1242 du Code civil

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

3.2.2. Accès

L'accès au chantier sera réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du travail. La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations. Une liste nominative du personnel de chaque entreprise doit être tenue à jour sur le chantier, par chacune des entreprises. Cette liste doit être assortie de la mention de la formation initiale à la sécurité, dispensée par l'entrepreneur à chacun des salariés

Un plan d'installation de chantier doit être établi par **l'entreprise Titulaire** ; ce plan doit être mis à jour, si nécessaire, à l'avancement du chantier.

L'entreprise Titulaire doit prendre toutes dispositions auprès des services concernés pour:

- La protection des équipements existants sur le domaine public

- Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, et / ou une interdiction de stationnement pendant toute la

durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules. (emprise à définir lors de l'établissement du plan d'installation de chantier)

- Mise en place de la signalétique d'accès au chantier
- Si nécessaire le dévoisement et/ou la protection physique sur le trottoir des circulations piétonnes.

3.2.3. Circulations

Généralités :

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé de tous déchets, matériaux et matériels et correctement éclairé.

Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles.

Chaque intervenant veille à respecter ce point.

L'accès à la zone cantonnement sera séparé de l'accès engins

Les consignes d'accès seront données par chaque entreprise lors de l'accueil des salariés.

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.

Accès piétons: A la charge de l'entreprise Titulaire

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

Accès véhicules (Tout les corps d'état)

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'OEuvre et l'entreprise Titulaire

Pendant la période de préparation, l'entreprise Titulaire élaborera, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés dans le bureau de chantier. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, soustraitants, etc...

3.2.4. Signalisation

Contrôle des entrées et sorties :

L'entreprise Titulaire a à sa charge l'installation de :

- Panneau(x) « STOP » au niveau du (des) portail(s) de sortie du chantier y compris le marquage au sol.
- La mise en place, des panneaux indicatifs des travaux.

Il doit se conformer aux prescriptions du maître d'œuvre en ce qui concerne leur emplacement et il a la charge de leur maintien en état et en place pendant toute la durée du chantier.

Signalisation extérieure et intérieure :

L'entreprise Titulaire doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier.

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, l'entreprise Titulaire installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des bottes ou chaussures de sécurité obligatoire »,
- Panneaux signalant le(s) passage(s) interdit(s).

Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sera assurée par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux

Les salariés et intervenants du chantier doivent se stationner uniquement aux emplacements prévus à cet effet et imposés selon le projet de plan d'installation de chantier :

Les stationnements de véhicules d'entreprise et d'engins sont effectués dans l'emprise chantier.

Aucun encombrement des voies de circulation riveraines ne peut avoir lieu.

Les véhicules personnels sont stationnés sur les emplacements disponibles sur la voie publique, sans occasionner de gêne à la circulation des autres véhicules.

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

La zone de stockage sera balisée en périphérie par une protection physique

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies n'est toléré en dehors des zones clôturées.

Chapitre: 6.3.4 Stockage provisoire des déchets amiantés sur chantier, de la Note de Cadrage

Le titulaire installe dans l'enceinte du chantier, ou dans chaque bâtiment, une zone de stockage des déchets amiantés correctement balisée, clôturée et couverte. Les déchets amiantés doivent être isolés des autres déchets. Ces déchets sont ensuite évacués en centre de traitement agréé.

Les déchets amiantés non conditionnés ne doivent pas être stockés à l'extérieur du bâtiment à l'air libre plus d'une journée (stockage de nuit interdit) et doivent être évacués systématiquement lorsque la quantité correspondant à un transport est atteinte.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installation électrique générale de chantier :

A la charge de l'entreprise Titulaire :

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale et les armoires secondaires de distribution sur le chantier.
- la distribution nécessaire à ses installations et des cantonnements.
- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques est limitée à 25 m et il doit être implanté au moins un coffret de répartition par cage d'escalier, par niveau et par bâtiments (Compris en sous-sol, toitures terrasses). Les armoires de répartition (coffrets de chantier) sont montées sur pieds, ou fixées et elles doivent être à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type " coup de poing.
- Surveiller et entretenir les installations électriques de chantier.
- Mettre en place en phase d'essais des procédures de consignation électriques.
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels dans les bâtiments.

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise Titulaire . Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Éclairage de chantier :

L'entreprise Titulaire doit les éclairages des circulations intérieures des bâtiments. (Compris en sous-sol).

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifié dans le Code du Travail sous les Art. R.4223-1 :

- Zones et voies de circulation (escaliers, ...) 60 lux minimum
- Zone de travail, vestiaire, sanitaire 120 lux minimum

- Postes de travail permanents 200 lux minimum

3.2.8. Cantonnements et entretien

Généralités :

Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages.

Elle seront alisées et clôturées et non exposée au risque amiante pour que les opérateurs sortent de la base vie sans être exposés.

Ils sont maintenus et adaptés pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise Titulaire, assure les installations des locaux de vie et d'hygiène, sur 2 niveaux si nécessaire (y compris les escaliers d'accès), ainsi que le branchement de toutes les énergies et fluides.

L'entreprise Titulaire, doit réaliser un dimensionnement au plus juste ces installations.

Pour la durée du chantier, **l'entreprise Titulaire** assure également leur entretien et leur maintien en état de bon fonctionnement jusqu'à la réception de l'opération.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du code du travail.

Sanitaires

Ces installations seront dimensionnées de manière à respecter les quotas mini imposés par la législation sans descendre en dessous de :

- ☐ 1 lavabo à eau chaude/ eau froide pour 10 personnes
- ☐ Des douches en nombre suffisant : Obligatoires si des travaux insalubres ou salissants (listés à l'annexe de l'arrêté du 23/07/1947 modifié) sont réalisés.
- ☐ 1 cabinet avec chasse d'eau et 1 urinoir pour 20 hommes
- ☐ 2 cabinets aisance 20 femmes
- ☐ Les cabinets d'aisance sont séparés pour le personnel masculin et féminin.

De plus, un point d'eau potable sera placé à l'extérieur du local ainsi qu'un lave bottes implanté entre les postes de travail et les locaux du personnel.

Les sanitaires doivent être local fermé, aéré, éclairé, chauffé pendant la saison froide, muni de papier hygiénique et nettoyé une fois par jour.

Nota : La solution des WC chimiques ne doit être retenue que si aucune autre solution ne peut être mise en œuvre du fait de difficultés organisationnelles ou techniques

Vestiaires

Vestiaires communs à toutes les entreprises

Ces locaux seront dimensionnés de manière à prévoir une surface d'environ 1,85 m² par salarié. En outre, ils seront équipés :

- ☐ D'armoires individuelles ininflammables en nombre suffisant
- ☐ D'un nombre de sièges égal au nombre de salariés présents sur le site
- ☐ De moyen de climatisation et de chauffage
- ☐ D'extincteur (s) portatif (s) de classe adaptée
- ☐ Un bloc vestiaire indépendant pour le personnel féminin

Réfectoires

Réfectoires communs à toutes les entreprises

Ce réfectoire devra être dimensionné de manière à prévoir une surface de 1,5 m² minimum par salarié,

Il sera équipé :

- ☐ De tables et de chaises en quantité suffisante
- ☐ D'un robinet d'eau potable eau chaude/eau froide
- ☐ D'un moyen de réchauffage et de conservation des aliments.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, chauffés et nettoyés une fois par jour par une entreprise spécialisée sous la responsabilité de **l'entreprise Titulaire**. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

La prise de repas sur le site, dans des lieux inadaptés ou non prévus pour cet usage, sera strictement interdite

Bureaux de chantier :

Un bureau de chantier est mis à disposition par **l'entreprise Titulaire** permettant la tenue de réunions avec table et chaises en nombre suffisant, il sera climatisé, chauffé et raccordé électriquement (éclairage naturel et artificiel) avec panoplie d'équipements de sécurité pour les visiteurs (bottes, casques, etc.).

Ce bureau doit être pourvu en électricité, téléphone.

Entretien et nettoyage :

Pour maintenir ces installations en parfait état, **l'entreprise Titulaire** a à sa charge la mise en place d'un nettoyage hebdomadaires (minimum) des cantonnements par une entreprise spécialisée.

Le maître d'œuvre peut commander directement une entreprise en cas de besoin ou de manquement aux obligations de nettoyage courant.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La règle générale est la suivante :

Chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

Le nettoyage journalier par chaque entreprise :

- En application du code du travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propre les zones de travail, et devra en conséquence, évacuer ses propres gravats et déchets dans les bennes ou containers. Les emballages, cartons, voiles polyane etc..., devront systématiquement être évacués tous les soirs.
- Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient. En cas de défaillance constatée, le Maître d'œuvre d'exécution donnera ordre à **l'entreprise Titulaire** d'effectuer le travail en lieu et place de l'entreprise et à sa charge.

Le nettoyage général du chantier :

- C'est un nettoyage au moins hebdomadaire. Il sera réalisé dans chaque zone pendant toute la durée du chantier. En cas de défaillance d'une entreprise, un ordre d'exécution sera donné par le Maître d'œuvre d'exécution, après contrôle, pour que **l'entreprise Titulaire** ou une entreprise spécialisée exécute ces travaux à ses frais.

Nettoyage et entretien des accès et sortie de chantier :

- Un dispositif efficace de nettoyage des véhicules de chantier sera mis en place aux sorties de chantier par **l'entreprise Titulaire**
- **L'entreprise Titulaire** a à sa charge le nettoyage des voies publiques salies par le passage de ses engins.
- Mise en place d'un lave botte à la charge de **l'entreprise Titulaire**

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes à tri sélectif visiblement et durablement identifiées et mises en place par **l'entreprise Titulaire**

L'entreprise Titulaire se charge ainsi de l'évacuation des bennes précitées conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée jusqu'à la réception de l'opération.

Mesures de nettoyage des camions ou engins devant circuler sur la voie publique :

L'entreprise Titulaire a à sa charge le nettoyage des voies publiques salies par le passage de ses engins.

Se reporter au 4.7 du présent document.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier doit être établi par l'**entreprise Titulaire** au cours de la période de préparation du chantier

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **L'entreprise Titulaire** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordinateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **L'entreprise Titulaire** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Accès	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Circulations	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Signalisation	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Stationnement	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Stockage	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Coffret électrique général	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Coffret divisionnaire et éclairage	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Cantonnement	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
PIC	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Protections collectives	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Accès hauteur communs	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Déchets - Gravats	L'entreprise Titulaire	L'entreprise Titulaire	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
ECHAFAUDAGE COMMUNS			JUSQU'A A FIN DU CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	×
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	×
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
Aménagement	CURAGE	Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Rupture, effondrement Amiante	
	DESAMIANTEGE	Amiante Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Eclairage	Chantier clos et indépendant Plan de retrait Mesures point 0 et libératoire/constat visuel BSDA
	DEMOLITION	Chute d'objets, éclats Collision, heurt Bruit, vibrations Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect	
	REMISE EN ETAT DU TERRAIN	Déplacement de plain-pied Collision, heurt Multi danger	

4.2. Analyse de risques

CURAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.	Accès interdit à la zone de travail
Rupture, effondrement	<p>Avant l'exécution des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux de curage doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. <p>L'entreprise chargée des travaux de curage doit veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe doit être exclusivement affecté à la surveillance des travaux.</p> <p>Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux doit assurer la protection de son personnel contre les risques de chute de hauteur ; il doit, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ; - mettre en place des garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ; - condamner l'accès aux locaux comportant 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	des ouvertures donnant sur le vide ; - mettre en oeuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;	
Amiante	<p>Les rapports de repérage amiante font apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage doit mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise doit prendre connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant démolition ou curage.</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, l'entreprise titulaire du lot démolition est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

DESAMIANPAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	<p><u>Plan de Retrait</u></p> <p>Le rapport de repérage amiante fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de</p>	<p>Aucune coactivité possible sur la zone durant les intervention sur les matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage..</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p> <p>gestion des déchets : BSDA obligatoire à fournir au maître d'ouvrage</p>	
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes déamiantage, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de désamiantage sans remise d'un certificat de consignation par le maître d'ouvrage.
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) : • mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur	Respect des protections collectives Port des EPI.
Eclairage	Dispositifs d'éclairage aux postes de travail et pour les cheminements.	Personnel muni d'habits de travail réfléchissant

DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	<p>Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches.</p> <p>Neutralisation de la zone d'intervention.</p>	Respect du balisage en place
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers	Respect du balisage
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites. rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration.	port des EPI adaptés
Inhalation poussières	Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise doit procéder à une brumisation des gravats.	
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de la consignation des réseaux avant tous travaux de sciages ou de carottage, demande des PV de consignation	Dans le cas d'intervention simultanée d'autres entreprises, celle-ci ont à prévoir pendant les

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	avant le début des travaux	phases sciages et carotages la mise en oeuvre d'éclairage de leurs zones de travaux

REMISE EN ETAT DU TERRAIN

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'oeuvre.	

4.3. Co-activités et protections collectives**4.3.1. Organisation de la sécurité collective**

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **l'entreprise Titulaire** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par **l'entreprise Titulaire**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,

- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini l'entreprise Titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini l'entreprise Titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

4.4.1. Autorisation de survol

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Mise à disposition liée à un PV

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le personnel de conduite doit être autorisé.

Les engins doivent être à jour des contrôles réglementaires.

Les manœuvres doivent être guidées par du personnel muni de vêtements haute visibilité.

Les zones d'évolution doivent être clôturées et/ou balisées.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de

transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.

Aucun stockage ou dépôt provisoire de déchets ou gravois n'est toléré sur le chantier.

Le chantier se fait dans le respect, par l'ensemble des Entrepreneurs, de la gestion commune des déchets de chantiers du bâtiment.

L'entreprise Titulaire doit l'installation de 3 bennes à ordures, nécessaires à la gestion et à la valorisation des déchets comprenant la mise en œuvre des bennes, leur calage et nivelage, les rotations et remplacement de bennes régulières et l'enlèvement en fin de chantier. Celles-ci sont à prévoir au compte prorata et mises à disposition de l'ensemble des intervenants :

- 1 benne pour le stockage des déchets inertes (gravats à base de béton, pierres, laines minérales, verres, matériaux sans goudrons, etc.),
- 1 benne pour le stockage des cartons,
- 1 benne pour le stockage des déchets ménagers et assimilés (matières plastiques, PVC caoutchouc, polystyrène, colles et mastics à l'eau (sans solvant)).

Les bennes sont obligatoirement évacuées vers des centres de traitement agréés. **L'entreprise Titulaire** doit fournir au Maître d'Ouvrage, une copie des documents justifiant les modalités de transport, la destination et le devenir des déchets (traçabilité).

Chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux en évacuant ses déchets vers les bennes précitées.

La gestion des déchets dangereux reste à charge des entreprises génératrices de ce type de déchets (peintures, solvants, ...)

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Se reporter au chapitre 4.7

L'entreprise Titulaire sera responsable de l'évacuation des déchets.

Concernant les bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire,

sans jamais que ces bennes débordent.

Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

- **Chaque entreprise** est responsable du nettoyage qui lui incombe, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

L'élimination des déchets doit se faire dans des bennes ou sacs fermés. Les bennes de dépôts doivent obligatoirement être bâchées.

Renouvellement dès que nécessaire à charge de chaque entreprise.

Dans ce cadre, l'entreprise doit traiter ses déchets en distinguant les catégories suivantes :

- Déchets Industriels Spéciaux (DIS) : pots de peinture, résidus de colle, emballages souillés par des DIS
- Matériaux mélangés non valorisables ou souillés destinés à la décharge de classe 2 (plaques de plâtre, polystyrène, etc.
- Ferraille
- Déchets inertes (DI) ou assimilés : gravats, carrelage, béton, plâtre, etc.
- Déchets Industriels Banals (DIB) valorisables : bois, carton, housses plastiques en polyéthylène, films polyane, polystyrène, PVC, etc.

L'entreprise Titulaire est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - D.I.C.T, (validité : 2 mois) - A la charge de **l'entreprise Titulaire**

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous- traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur. Les DICT doivent être en permanence sur le chantier jusqu'à la fin des travaux.

Présence d'explosifs :

Toute entreprise ou salarié découvrant tout engin susceptible d'être dangereux devra appliquer la procédure suivante :

- Arrêt immédiat du travail ayant conduit à la découverte d'un engin suspect.
- Ne pas tenter de dégager l'engin suspect.
- Evacuation de la zone du personnel à pieds.
- Evacuation si possible du matériel ayant conduit à la découverte de l'engin suspect.
- Baliser la zone sur un diamètre minimum de 50 m.
- Appeler ou faire appeler les pompiers (18) qui se chargeront d'informer les Services de la protection civile et prendront les premières mesures sur site. Le cas échéant, saisir l'autorité de la force publique présente à proximité de la zone.
- Interdire la circulation des usagers ou des piétons dans la zone concernée (gardiennage du balisage) jusqu'à l'arrivée des services compétents et ne quitter la zone qu'après l'arrivée de ces derniers.
- Informer le conducteur d'opération et le coordonnateur réalisation

Présence de cavités souterraines :

Toute entreprise ou salarié découvrant une cavité souterraine devra appliquer la procédure suivante :

- Dès l'apparition de signes d'affaissement du terrain ou de fissures, l'entrepreneur fera arrêter le travail dans un rayon de 50 m. L'accès de la zone sera interdit, gardé par l'entrepreneur et signalé « Danger - Eboulement - Interdiction d'approcher ».
- Informer le Service Départemental de la Protection Civile :
- Informer le conducteur d'opération et le Coordonnateur réalisation.

- Demandes d'arrêtés - Demande d'ARRETES DE CIRCULATION à établir auprès de la Mairie de COATASCORN
Par **l'entreprise Titulaire**, pour tous les travaux empiétant et / ou sur la voie publique
- Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris entreprise sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

- AIPR : autorisation d'intervention à proximité des réseaux

L'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable depuis le 1er janvier 2018. Dans le cadre de la réforme « anti-endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité. L'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

L'AIPR est tenue à la disposition de l'inspection du travail, des agents des services de prévention, des organismes de sécurité sociale et des agents de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement).

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

SANS OJBET

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

SANS OJBET

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

SANS OJBET

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

SANS OJBET

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

SANS OJBET

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : 22 - COATASCORN - DESAMIANTEMENT, CURAGE ET DECONSTRUCTION DE PLUSIEURS BATIMENT

Adresse : 6 impasse de Koad Ar Bihan 22140 COATASCORN

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiant
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025